



L'avenir du lycée, un enjeu de société !



La Commission exécutive réunie le vendredi 13 juin, dénonce la procédure engagée par X. Darcos consistant à contraindre les organisations syndicales représentatives à devoir signer un accord sur des orientations gouvernementales régressives, pour avoir le droit de s'asseoir autour d'une table de négociation.

La CGT Educ'action a néanmoins décidé de participer à ce processus.

Elle portera ses revendications élaborées avec les personnels et adoptées démocratiquement dans l'organisation sur l'avenir du lycée général, technologique et professionnel.

Les points dits « de convergence » sur la réforme du lycée sont pour la CGT Educ'action porteurs de dangers pour le système éducatif, pour les conditions d'exercice et les missions des personnels.

Elle n'acceptera aucun recul quelque soit le domaine.

Les attentes des personnels d'éducation, d'orientation, de direction sont grandes. Celles des usagers du service public sont tout aussi ambitieuses.

Elles ne peuvent s'inscrire dans un contexte de suppressions massives d'emplois sous couvert de RGPP.

Aussi, pour la CGT Educ'action, si ces négociations ne permettent pas d'entendre les personnels, le ministre en portera l'entière responsabilité.

Les réunions vont commencer dans quelques jours et ne seront pas terminées le 10 juillet.

Elles se poursuivront fin août et début septembre ce qui permettra au personnel de s'exprimer sur le contenu de ces réformes.

La Commission de la CGT Educ'action s'engage à informer régulièrement les personnels et appelle à construire, dès aujourd'hui, notamment lors de la journée d'action du 17 juin, les mobilisations qui seront nécessaires pour imposer le lycée de la réussite pour tous.

Montreuil, le 16 juin 2008